



SOCIAL

Les Rotary clubs jouent le jeu de l'insertion

Actus Rotary

Servir pour changer des vies :
l'enjeu de l'insertion sociale

Le Mag

Les monnaies locales à la
recherche d'un second souffle

Le Rotary en Actions

Café Joyeux, l'inclusion
professionnelle pour tous

LES MONNAIES LOCALES À LA RECHERCHE D'UN SECOND SOUFFLE

Apparues à la fin des années 2000, les monnaies locales complémentaires sont souvent restées confidentielles, jusqu'au premier confinement où elles ont su mobiliser un réseau et une aide dans l'urgence. En 2022, elles font face à un nouveau défi : réussir le changement d'échelle pour impulser la transition écologique et le développement des territoires.

✍ TEXTE D'AMANDA SANZ

Depuis le mois de février, un nouveau moyen de paiement a fait son entrée dans le département du Gers. Désormais, dans une trentaine de commerces adhérents, il est possible de payer ses achats non seulement en euros mais aussi en « plumes », la monnaie locale complémentaire et citoyenne (MLCC) du département lancée par l'association « Une plume pour elle » (*lire encadré « Comment ça marche ? » page 32*). Si le démarrage reste modeste, l'ambition l'est beaucoup moins. À l'image des quatre-vingt-deux autres MLCC

Sur les territoires, certains commerçants jouent le jeu et acceptent d'être payés en monnaie locale, ici l'abeille dans le Lot-et-Garonne.

comptabilisées dans l'Hexagone, la volonté affichée est de ramener de la valeur sur le territoire et de soutenir l'emploi et la transition écologique par le développement des circuits courts. Début 2020, il circulait l'équivalent de 4,4 millions d'euros dans quelque 13 000 communes en France.

« Les monnaies locales sont des monnaies qui ne peuvent pas être thésaurisées et qui ne visent qu'à circuler dans une économie locale pour la promouvoir », explique Ariane Tichit, maître de conférences en économie à l'Université de Clermont-Auvergne et auteure de *Les Monnaies alternatives* (éd. Univ. Blaise Pascal Clermont-Ferrand, 2021). Et surtout à maintenir la valeur ajoutée sur les



territoires dans lesquels elle a été créée. Évidemment, cela n'a pas forcément de sens pour tout, mais le propos des monnaies locales est de servir pour les échanges du quotidien, qui sont nombreux. » Les MLCC ont pris leur envol à la fin des années 2000 avec l'abeille, première monnaie locale complémentaire arrivée en France, en 2010, dans le Lot-et-Garonne. En réintroduisant de la diversité monétaire, elle était une réponse parmi d'autres à la spéculation qui a entraîné la crise des *subprimes* (consécutives à des prêts hypothécaires à risque) en 2008. En quelques années, l'abeille a essaimé un peu partout en France, avec plus ou moins de succès : la commune à Roanne, le sol-violette à Toulouse, la roue dans la Vaucluse, la pêche à Montreuil, le miel à Bordeaux...

L'eusko, la locomotive

Celle qui concentre toutes les attentions, c'est l'eusko, arrivée dans le Pays basque en 2013. L'association Euskal moneta, qui la gère, compte désormais 4 000 utilisateurs répartis sur 158 communes et 1 200 professionnels acceptant ce moyen de paiement. La forte identité du territoire et la promotion de l'euskera – la langue basque – expliquent en partie l'engouement pour cette monnaie locale complémentaire. Mais Iban Carricano, responsable de la communication de l'association Euskal moneta, l'explique avant tout par le processus mis en place deux ans avant le lancement de l'eusko : « Le Pays basque est un terreau fertile mais il n'a que 300 000 habitants. Le succès de l'eusko tient aussi à la façon dont il a été créé, avec une forte implication populaire. Avant le lancement, il y a eu une consultation locale avec des réunions d'information, des réunions de concertation avec des élus, avec des chefs d'entreprise, avec des responsables associatifs... Mais ce qui a vraiment impliqué la population est le choix du nom. Tout ce processus consultatif a agi comme une énorme campagne de communication, si bien qu'avant le lancement tout le monde était au courant de l'arrivée de l'eusko. En janvier 2013, il y avait déjà une centaine de professionnels et plusieurs centaines de particuliers dans le réseau. Il a fallu assez rapidement imprimer de nouveaux billets. »

En 2015, le passage au numérique, qui permet de changer ses euros en euskos en ligne, a donné un coup d'accélérateur au volume d'euskos en circulation, atteignant en 2020 les 2,5 millions d'équivalent-euro. À titre de comparaison, en 2018, une enquête nationale sur les monnaies locales dirigée par Jérôme Blanc, enseignant-chercheur à Sciences Po Lyon et cofondateur de l'Association internationale de recherche sur les innovations monétaires et les monnaies complémentaires (Ramics), établissait la masse monétaire médiane de l'ensemble des monnaies locales à 17 945 €. « Le fait de développer une forme numérique, sans supprimer le papier, permet de mettre en place des systèmes de change automatique, comme un abonnement. Un adhérent peut ainsi autoriser l'association à prélever 30 € tous les mois et à les convertir en monnaie locale. Cela rend les choses beaucoup plus faciles par rapport au billet pour lequel



il faut aller dans un "comptoir de change" pour convertir ses euros », note Jérôme Blanc.

Certaines associations se sont aussi tournées vers la *blockchain* (stockage et transmission d'informations), très utilisée par les cryptomonnaies. « Il y a quelques monnaies locales dont l'infrastructure numérique est sur la *blockchain* d'Ethereum. C'est le cas, par exemple, du *vendeo* en Vendée ou du *leman*, à Genève », note Iban Carricano. Mais de là à envisager la création d'une cryptomonnaie locale, il y a un monde et un manque d'argent, tant le développement technologique est coûteux. « Les cryptomonnaies cherchent à introduire plus de confidentialité dans les transactions et à construire un système monétaire alternatif, là où la monnaie locale est complémentaire de l'euro. Pour l'instant, les cryptomonnaies sont surtout des actifs spéculatifs. Même si on a vu beaucoup de dons être effectués en cryptomonnaies pour soutenir l'Ukraine », reconnaît-il.

La Covid-19 et le temps de la résilience

Le vrai coup de projecteur sur l'utilité des monnaies locales complémentaires à l'euro est venu du premier confinement (en mars 2020) et d'un besoin de retrouver du lien local. Elles ont ainsi été utilisées dans certaines communes pour répondre à l'urgence engendrée par la crise sanitaire. →

Emblématique d'une région à fort caractère, l'eusko a su s'implanter au Pays basque et compte aujourd'hui plus de 4 000 utilisateurs.



→ « Il y a eu deux types de dispositifs mis en place dans l'urgence dans le contexte Covid : d'abord un système d'avance en monnaie locale pour des professionnels ; puis un autre qui consistait à distribuer du pouvoir d'achat en monnaie locale, soit à tout le monde – comme cela a été le cas à Charleroi –, soit selon des critères d'âge, de revenus, etc. », constate Jérôme Blanc. Un élan de solidarité qui s'est poursuivi après 2020 : la collectivité du Grand Angoulême a par exemple financé des chèques cadeaux de 50 bulles, équivalant à 50 €, qui ont été donnés aux soignants et bénévoles qui ont participé à la vaccination contre la Covid-19. D'autres, qui n'avaient pas de monnaie locale sur leur territoire, ont proposé d'en créer une, comme l'a annoncé le maire de Reims début 2021, afin de favoriser les circuits courts. Pour les utilisateurs réguliers d'une monnaie locale, la crise sanitaire en a renforcé l'attrait. En novembre 2021, l'eusko a encore augmenté le volume de monnaie en circulation, dépassant désormais les trois millions d'équivalent-euro.

Changer d'échelle ou disparaître

Toutefois, le succès des uns ne doit pas faire oublier les difficultés des autres. « Certaines monnaies locales ont subi la crise, précise Jérôme Blanc. Le confinement a conduit au délitement de certains collectifs associatifs ou de travail, qui étaient fondés sur la cohésion, sur le fait de se voir. D'autres l'ont moins subie. » Parmi les « ressuscités », il faut citer l'heol, monnaie ayant cours à Brest, qui a failli disparaître. Un appel en urgence pour trouver de nouveaux bénévoles a été lancé et, en mars, l'heol était sauvé.

Une monnaie locale pour des dépenses locales. C'est le concept de ce moyen de paiement qui fédère autour de lui une économie de proximité, avec des professionnels (commerçants du centre-ville, maraîchers, artisans) qui acceptent d'être rémunérés dans cette monnaie.

COMMENT ÇA MARCHE ?

Le principe est simple : après adhésion auprès de l'association qui édite la monnaie locale, pour chaque euro échangé vous obtenez l'équivalent en monnaie locale : 1 euro = 1 plume dans le Gers ; 1 doume à Clermont-Ferrand ; 1 gonette, à Lyon ; un miel à Bordeaux, etc. Il suffit, ensuite, de faire ses achats auprès des commerçants qui acceptent la monnaie locale, lesquels peuvent choisir de les dépenser auprès d'autres fournisseurs partenaires ou de les échanger en euros. Dans ce dernier cas, un pourcentage de change est prélevé par l'association titulaire de la monnaie locale. Au Pays basque, par exemple, ces prélèvements, déposés dans une banque solidaire comme la NEF ou le Crédit coopératif, serviront à financer des projets à forte valeur locale, sociale ou environnementale.

Car toute la difficulté de ces monnaies locales vient du changement d'échelle, à savoir du passage d'une structure associative tenue par des bénévoles à une association plus structurée qui génère de l'emploi, impulse de nouveaux projets via un financement solidaire, et fédère les élus. C'est pourquoi, fin 2021, le Mouvement Sol, qui regroupe une trentaine de monnaies locales, et l'association Lokavaluto, qui propose des outils open source pour le déploiement numérique des monnaies locales, ont lancé un « Appel à Manifestation d'intérêt ». Le but est d'accompagner sept monnaies locales soigneusement sélectionnées pour renforcer leur impact sur les territoires et soutenir ce fameux changement d'échelle, le tout entre 2022 et 2024.

Ouvrir à de nouveaux métiers

Cette première « promotion » va bénéficier d'un audit informatique et numérique, d'une analyse des marges de progression et d'une série de formations au sein de l'Institut des monnaies locales, ouvert en 2018 à Bayonne. « L'idée est d'accompagner leur professionnalisation et que les monnaies locales ne reposent plus seulement sur le bénévolat », explique Marine Giraud, coordinatrice de l'Institut des monnaies locales.

Outre cette opération, cet institut a déjà formé 25 associations en 2021, dont la Une Plume pour elle dans le Gers, et ouvert les bénévoles à de nouveaux métiers. « Le premier métier propre à la monnaie locale est le chargé de développement, qui va démarcher le réseau des professionnels qui vont adhérer. On peut aussi citer la formation sur la gestion administrative



et comptable d'une monnaie locale car elle ne se gère pas de la même façon avec un particulier, un professionnel ou une collectivité territoriale. Il faut connaître le cadre légal et tous les outils qui vont avec comme la gestion du bureau de change. Enfin, la dernière en date est la formation de coordinateurs qui va balayer tous les aspects stratégiques et métier pour avoir une vue d'ensemble », détaille Marine Giraud. On y trouve même un volet spécialement conçu pour s'adresser aux élus afin de les convaincre de l'utilité d'une monnaie locale sur leur territoire et, surtout, de leur montrer comment la dépenser et l'encaisser (y compris pour leurs indemnités d'élu).

Les collectivités, un levier puissant

Tout cela est rendu possible, depuis 2014, par la loi relative à l'économie sociale et solidaire qui a donné un cadre juridique aux monnaies locales et les a inscrites dans le Code monétaire et financier. Concrètement, cela veut dire que les collectivités locales peuvent, via l'adhésion à une association émettrice qui fait office d'intermédiaire (la loi ne permettant pas à une collectivité locale de recevoir directement une monnaie locale), accepter les paiements en monnaies locales pour certaines prestations, comme le paiement de la cantine ou les activités extrascolaires. Certaines villes ont ainsi franchi le pas et sont même allées plus loin : « À Ustaritz, l'ensemble des élus qui perçoivent des indemnités le font pour tout ou partie en eusko, explique Iban Carricano. C'est le cas aussi pour certains élus de la ville de Bayonne, qui a été en procès en 2018 avec la préfecture

L'heol, monnaie présente à Brest, a failli disparaître avec la crise sanitaire. Aujourd'hui encore, elle peine à exister et l'association qui la gère cherche des bénévoles pour œuvrer à sa survie.



À Bayonne, l'Institut des monnaies locales propose des formations en gestion administrative et comptable ou encore en coordination, pour permettre aux associations de se professionnaliser et de ne plus reposer seulement sur le bénévolat.

des Pyrénées-Atlantiques pour pouvoir utiliser l'eusko. » C'est d'ailleurs à la suite de cette bataille juridique que d'autres collectivités, comme Lyon, lui ont emboîté le pas. Iban Carricano regrette que les villes ne puissent pas aller au-delà : « Il faudrait que les collectivités territoriales puissent avoir un compte en monnaie locale de la même manière que les professionnels ou les particuliers en ont un, ce qui n'est pour l'instant pas le cas. Cela freine l'utilisation de la monnaie locale par des acteurs qui pourraient s'en servir avec une puissance sans commune mesure avec celle d'un particulier. » Là-dessus, l'État est clair : pour lui, autoriser le règlement des dépenses des collectivités territoriales (comme les appels d'offres) en monnaie complémentaire locale reviendrait en pratique à créer un surcroît de complexité comptable et administrative pour les créanciers des collectivités territoriales.

En attendant, l'eusko envisage son avenir en traversant la frontière pour s'étendre du côté du Pays basque espagnol. « Cela prendrait la forme d'un crédit inter-entreprises, un barter, comme le fait la banque Wir en Suisse, détaille Iban Carricano. Les échanges entre entreprises seraient facilités. Il s'agit d'une première étape mais il est sûr que dans les cinq à dix prochaines années, ce que l'on aimerait, c'est de pouvoir payer en eusko d'un côté et de l'autre de la Bidasoa. » ■